



Loi de finance 2013 : Pour une alternative budgétaire

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 942

25 Octobre 2012

prix : 0,70 €



Paix

Un Nobel de la Paix
mérité pour l'Europe ?

2

36ème congrès



Les communistes
de Loire-Atlantique
lancent les débats

3

STX



La navale a de l'avenir

5

Ambroise Croizat

Le ministre
des travailleurs

6

Roms

« Les Roms
ont des
droits »
par Yann
Vince, Vice-
président
de Nantes
Métropole,
Conseiller municipal
de Rezé



7

Ce jour là des milliers d'algériens manifestent en région parisienne, contre le couvre-feu qui leur est imposé par le préfet de police de Paris. Un certain Papon, nommé par le Président de Gaulle. La répression est sauvage. Dans les commissariats, mais aussi aux abords des ponts, ou des centaines de manifestants sont contraints de sauter dans la Seine. Le chiffre officiel des victimes est de 3 morts... On estime leur nombre réel à plusieurs centaines.

L'Elysée a fait le minimum. Un simple communiqué du Président: « la République reconnaît avec lucidité la sanglante répression. **Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes** ». **C'est la première fois que la plus haute autorité de l'Etat engage la France sur ce fait historique.**

Moins de deux heures auparavant, une délégation n'a pas été reçue, ni aucune célébration officielle envisagée. Une heure plus tôt, François Asensi député du front de gauche interpellait ses collègues à l'assemblée « **Durant plusieurs décennies, les pouvoirs en place ont imposé une politique de l'oubli, que les communistes avec d'autres se sont employés à déchirer** ». **Le secrétaire national du PCF défendra le 23 Octobre au Sénat une résolution demandant un lieu de souvenir à la mémoire des victimes et l'exigence d'un travail de recherche historique sur « les évènements ».** **Les historiens des deux rives de la méditerranée doivent maintenant avoir accès aux archives secrètes.**

L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**



Nous venons de vivre une période électorale intense, les communistes a y a n t contribué pleinement à la victoire s u r Nicolas

Sarkozy et la droite. Pourtant aujourd'hui, malgré les urgences sociales et les attentes, nous nous retrouvons dans une situation particulière avec une gauche de renoncement au pouvoir. A l'heure où les choix du gouvernement s'orientent vers la rigueur avec l'adoption du traité européen, **le PCF se propose d'être une force constructive et d'agir dès maintenant pour obtenir des changements concrets pour nos concitoyens.**

C'est dans ce contexte que nous abordons notre 36ème congrès sur la base d'un texte ambitieux et rassembleur. Forts de milliers d'adhésions, nous nous trouvons dans une période nouvelle, une période de renforcement et de conquête. Ce congrès ne doit pas être seulement l'affaire des communistes ou du Front de Gauche, il doit être l'affaire de tous. Lors de

« faisons de ce congrès « un grand congrès de la fierté communiste », prenons le pouvoir et rallumons les étoiles »

notre assemblée départementale, nous avons montré une volonté forte d'avoir un débat sans tabous. **Favorisons également l'intervention populaire afin d'enrichir notre réflexion, repensons la politique ensemble.** Nous ne voulons pas laisser le désespoir s'installer, nous ne misons pas sur l'échec de la gauche, nous devons impulser les mobilisations, montrer qu'en rassemblant nous pouvons gagner. **Notre congrès doit permettre l'émergence d'un nouveau Front Populaire, apparaissant comme LA force d'avenir.** N'en déplaise à certains, nous sommes bien vivants, plein d'espoir et de projets, alors faisons de ce congrès « un grand congrès de la fierté communiste », prenons le pouvoir et rallumons les étoiles.

L'EUROPE, PRIX NOBEL DE LA PAIX !



LES BONI...MENTEURS !

Non ce n'est pas une mauvaise blague ! Le prix Nobel de la paix a été attribué à l'union européenne. Ouest France dans son éditorial est au comble de la satisfaction « jamais...on n'avait encore vu naître l'équivalent d'un grand empire par consentement mutuel ». Etonnant cette distinction opportune du comité norvégien, qui d'ordinaire va à une personne ou une association ?

Premier pays à réagir, l'Allemagne de Mme Merkel, qui ne perd pas le Nord, y voit à la fois « une récompense pour son action personnelle et un encouragement à plus d'intégration ».

« **L'Union et ses pionniers ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix...** ». C'est passer un peu vite sur les véritables intentions de Jean Monnet fondateur de l'Europe libérale, qui dès 1954 écrit « Les Etats-Unis d'Europe ont commencé ». Le projet, exclusivement économique et commercial, s'inscrit dans le contexte de la guerre froide (Est-Ouest) comme un instrument de l'influence américaine en Europe.

L'Europe de la paix ? ...Paix extérieure ? A-t-on oublié le démantèlement systématique de la Yougoslavie, héritière de la lutte contre le nazisme ? Les bombardements de l'OTAN, pour aboutir, c'est le cas de le dire à une balkanisation d'une multitude de petits Etats, dont le Kosovo, sous l'influence de l'économie allemande dominante ?

Les pays de l'Union avec l'OTAN comme fer de lance n'œuvrent pas pour la paix : l'intervention état-unienne avec ses alliés européens en Irak, en

Afghanistan, l'installation en Pologne pour la première fois de son histoire de missiles américains, élément du bouclier occidental contre une menace iranienne. **Ces guerres ne règlent rien des conflits qu'ils sont censés « pacifier », ils les aggravent.** C'est le cas avec l'intervention en Libye et ses conséquences pour l'Afrique sub-saharienne? **On a du mal à voir comment l'Union a contribué à la paix l'année passée !** Cohn-Bendit demande l'attribution à l'U.E d'un siège au conseil de sécurité de l'O.N.U. **Mais qui peut penser que l'Europe capitaliste peut parler d'une seule voix ?**

L'échec du projet de fusion d'EADS (franco-allemande) et BAE (anglo-américaine), en vue de créer le leader mondial de l'aéronautique et de la défense en atteste. Les intérêts privés et publics des complexes militaro-industriels allemands, anglais et français ne sont pas compatibles. **Chacun veut sa part de sièges sociaux, de centres de recherche et d'emplois.** De plus dépasser Boeing et accéder au marché de la défense des Etats-Unis suppose pour Washington d'exclure préalablement les prises de participations publiques. **Quant à la paix intérieure ?**

On en rigolerait si le sujet n'était hélas tragique. Jamais depuis la seconde guerre mondiale les peuples et les nations, n'ont connu une telle destruction systématique. **L'U.E garantie la paix aux marchés financiers, aux spéculateurs et aux profits bancaires, mais elle mène la guerre aux peuples et à leurs droits sociaux.** Pas de coopération, ni de paix possible **Si nous voulons la paix, il faut résister !**

De vous à moi

Allo maman bobo! Les médecins du secteur 2 pleurent misère...

Le montant des dépassements d'honoraires c'est 2,5 milliards d'euros. Pratiqués par un quart des médecins, les dépassements « excessifs » peuvent atteindre jusqu'à 10 fois le tarif de la sécu. **Cela aggrave dans le même temps les déserts médicaux.** Les patients ont un médecin près de chez eux, mais ils ne peuvent y avoir accès car il est trop cher pour eux ! Dans la négociation entamée fin juillet entre l'assurance maladie, les syndicats de médecins et les complémentaires santé, **une idée lumineuse a été proposée par un syndicat de médecins, pour revaloriser préalablement le secteur 1 : faire payer un forfait supplémentaire de 10 euros pour « les clients » de 80 ans et plus...motif ? Ils mettent trop de temps à se déshabiller et se rhabiller. Faut les aider !** La consultation dure minimum 25 minutes ! C'est deux fois plus long que pour un client plus jeune. Le chiffre d'affaire en prend un coup...parlons pas de la compétitivité!

En bref

C'est pour qui le chèque ?

Le 10 décembre pour recevoir le prix Nobel, qui ira à Oslo ? Barroso (le président portugais de la commission), Van Rompuy (le président belge du conseil) ou Martin Schulz (le président allemand du parlement) ? On ignore toujours lequel des trois prononcera le discours et recevra le chèque de...1,2 millions de \$!

Le commissaire véreux viré!

Barroso vient de frapper vite et fort en se débarrassant d'un de ses commissaires, soupçonné de trafic d'influence, pour ainsi éviter le risque d'une démission collective. **Qui c'est ?** Le maltais John Dalli, particulièrement exposé aux pressions des lobbyistes...ses services gèrent les OGM, les médicaments, la sécurité alimentaire et la régulation de l'industrie...du tabac ; Cela fait beaucoup trop d'occasions d'être tenté !

Séparatisme en Europe

Europe de Paix ??? La crise n'en finit pas de réveiller les esprits de clocher : Ecosse, Belgique, Espagne, Italie !!! On est loin du destin commun tant vanté.

Cynisme

On se souvient de la fausse affaire d'espionnage chez Renault, grâce ou à cause de cette affaire **on peut mesurer le cynisme de l'entreprise** qui avait par avance préparé des communiqués de presse en cas de suicide des salariés incriminés. Révoltant.

Soutien de choix



Arnold Schwarzenegger en promotion à Paris a tenu à saluer la politique de rigueur de François Hollande, indiquant au passage que « **Les gens refusent de vivre avec leurs moyens** ». Il y a vraiment des claques qui se perdent...

Lutte des classes

Selon Fleur Pellerin, ministre déléguée aux PME et à l'innovation « il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup », d'autant plus normal que la lutte des classes, selon elle, n'existe pas dans les PME !!! **C'est dingue comme certains pigeons savent se faire écouter des ministres du gouvernement Ayrault !** Mais pas les bons !

Le fait

Alors qu'il présidait la commission d'enquête sur la situation de l'industrie ferroviaire française, le député communiste Alain Bocquet prévenait : « **Savez-vous que les constructeurs français de wagons de fret seront en grave péril si rien n'est fait, à court terme, pour conforter leurs plans de charge ? Avec [...] les ABRF, c'est tout un savoir-faire qui disparaîtra, et la France ne construira plus jamais de wagons de marchandises, quels que soient les besoins !** » Depuis les travaux de la commission la droite a laissé sombrer l'industrie et les ABRF, spécialisées dans la construction, la transformation et la maintenance de wagons, sont dans une passe difficile. Le 17 octobre dernier les salariés manifestaient dans châteaubriant pour sauver les 146 emplois de l'entreprise. Le dossier serait dans les mains du Premier Ministre et du Ministre du redressement productif... Le changement, ça doit être pour maintenant !



En Loire-Atlantique

3

Préparation du 36 congrès du PCF Une nouvelle ambition pour un PCF à l'offensive !



La crise du capitalisme bat son plein et avec elle son lot de fermetures d'usines, de misère et de précarité qui ne cesse de s'étendre. Dans ce contexte, loin du changement tant attendu, les choix du gouvernement socialiste s'orientent vers la rigueur. C'est dans cet environnement où les contradictions de ce capitalisme financiarisé se font jour, où les banquiers et marchés financiers veulent imposer leur diktat à l'Europe et au monde entier que **les communistes de France rentrent dans une phase intense de débat et de réflexions pour faire du PCF un outil toujours plus utile aux français et porteur d'un nouvel espoir.**

Dans le cadre de la préparation de son 36ème congrès le PCF se propose ainsi d'agir dès maintenant pour obtenir des victoires immédiates et construire les conditions d'une véritable transformation sociale. « **Nous voulons changer le monde !** » *Telle est l'ambition affichée en tête de son Humanifeste, base commune de débat, désormais soumise aux militants.* « Cette ambition n'est pas une tocade », selon Pierre Laurent. « Elle correspond à ce que nous estimons nécessaire mais aussi à ce que nous pensons possible de réaliser », affirme-t-il.

Le 10 octobre dernier s'est réunie l'assemblée générale des communistes du département, où il y eut près de 150 partici-

pants avec comme invité Patrice Bessac en charge de la préparation du congrès. Celui-ci dans son rapport explicite l'ambition de ce congrès « *Nous vous proposons d'accélérer, de franchir des étapes, de marquer des ruptures. Nous vous proposons donc que le Congrès soit une Révolution dans l'ordre de notre pensée et de nos pratiques pour répondre à la guerre sociale que livre le capital aux peuples et qu'il réponde à une seule question : Comment être utile au peuple, à la France, à l'Europe, à l'humanité ?* ». Ces quelques mots ont donné le ton de notre débat avec les prises de parole de nombreux camarades dans la salle.

Le besoin de construire un véritable contre-projet de société, la volonté de s'adresser sans exclusive à l'ensemble de la gauche, l'affirmation d'une nouvelle dynamique grâce au rassemblement qu'est le front de gauche, voilà autant de thèmes sans être exhaustif avec l'Europe, l'industrie et le travail qui ont été abordés lors des différentes interventions. Dans un débat enrichissant et serein, **les communistes du département ont clairement lancé le départ du processus de préparation du congrès** qui se déclinera par la suite dans les sections et cellules pour donner la parole à toutes les militantes et tous les militants.

L'ensemble des adhérents du PCF choisiront ensuite, les 14 et 15 décembre, la résolution qui servira de base commune à leur congrès. Au moins un texte alternatif à celui adopté par le conseil national est annoncé. Cinq rendez-vous nationaux seront également proposés. Enfin courant janvier à Paris, deux initiatives seront consacrées au sens et la portée de l'engagement communiste.

Notre objectif est à la fois clair et ambitieux : nous voulons faire de ce congrès le terreau pour voir grandir chez un nombre toujours plus important de nos compatriotes la conviction qu'un autre avenir est possible grâce à l'intervention massive des hommes et des femmes en politique !

Commémorations de Châteaubriant : Vous continuerez la vie !



Comme chaque année, ce 71ème anniversaire des fusillades de Châteaubriant aura été émouvant. Silence dans la carrière. Nous pouvons les sentir encore présents dira Jacky Hoffman, qui cette année, prendra la parole en lieu et place d'Odette Niles, présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, qui pour raisons de santé n'était pas à Châteaubriant !

Jacky Hoffman insistera sur l'importance du combat des 27, **un combat autant à célébrer qu'à perpétuer.** C'est ainsi qu'elle en appelle à la jeunesse ainsi que l'évocation historique et son thème : « vous continuerez la vie ! ». « **Vous continuerez la vie** », c'était le message de René Perrouault, syndicaliste CGT, dans sa dernière lettre avant d'être fusillé à la Blisière.

C'est aussi un message d'espoir qu'insufflera le Député communiste André Chassaing lors de son allocution. Pour lui, est célébré à Châteaubriant : « **L'humanité qui ne renonce pas, qui construit le bonheur du plus grand nombre** ». Mais le député alerte, il ne faut pas amalgamer toutes les commémorations dans une seule au risque d'avoir une vision aseptisée de l'histoire qui mette sur le même plan les résistants tombés sous les balles des Nazis que les victimes des guerres coloniales.

De belles cérémonies, émouvantes, qui ont replacé les combats d'hier à l'aune de ceux d'aujourd'hui et auxquels plus de 2000 personnes auront participé.

NLA à profité des cérémonies pour rencontrer André Chassaing :

NLA : Qu'elle importance pour toi d'être ici aujourd'hui ?

AC : C'est une fierté d'être invité ici pour prononcer une allocution. Ces cérémonies sont le lien direct d'une histoire qui se construit et nous avons besoin aujourd'hui de la connaissance historique pour comprendre le présent, c'est pour moi quelque chose de très important.

NLA : Que peut nous inspirer le combat des résistants, son importance au présent ?

AC : Quand on connaît l'action des FTP-MOI issu de pays différents on voit comment le repli identitaire, le communautarisme ne sont pas des solutions. Quand on voit ce qu'a été la montée du nazisme et l'abandon de la France on voit le risque que représente aujourd'hui la montée des xénophobes, des nationalismes dans les pays européens. Quand on est conscient du positionnement de patronat, de Louis Renault par exemple, qui pour sauvegarder ses intérêts financiers était dans un pétainisme industriel on comprend mieux pourquoi aujourd'hui les puissances financières s'arquent sur leurs privilèges. Quand on connaît le programme précis du CNR on a l'occasion de faire comprendre qu'une politique de progrès social permet de répondre aux difficultés d'un pays en crise et on peut à partir de là montrer que la réponse ne réside pas dans l'austérité mais la conquête sociale.

NLA : Puisque que tu es président du groupe GDR, un dernier mot, sur le travail de ce groupe à l'assemblée.

AC : A l'assemblée, il faut faire en sorte d'être sur un positionnement constructif et non pas sur une posture réductrice. Le premier défi c'est pour nous, d'apporter, de construire et de faire évoluer la politique gouvernementale. Pour cela, nous devons créer des fronts communs les plus larges possible au sein de la gauche dans son ensemble et ce, pour faire en sorte que les choix politiques aillent dans le sens d'une transformation sociale.

Nous avons un positionnement de rassemblement, de construction pour faire bouger les choses et en même temps nous posons les fondamentaux sans lesquels nous pensons qu'il ne peut y avoir la réussite de la gauche



Vite lu vite dit

Mal aimée

L'UMP locale tient son Caliméro en la personne d'Annick Le Ridant, victime selon elle des fillonistes de son parti qui voudraient l'évincer de la 3ème circonscription où elle veut faire sont nid. « *Qu'on me laisse réussir* », argue l'opposante toute auto-désignée à Jean-Marc Ayrault. On a déjà vu !!!

Les pigeons ont la jaunisse

A Nantes, les pigeons sont jaunes et ils se nomment canaris ! Les canaris, donc, ce sont des entrepreneurs forts mécontents à lire Yann Roland, président du Medef 44, dans PO. Pour lui : « *avec les mesures fiscales contenues dans la loi de finances 2013, ce gouvernement va tuer l'entreprenariat en France* ». Rien que ça !!! D'ici à ce que les chars Russes débarquent cours des 50 otages, il n'y a qu'un pas !

A s'étrangler

A lire sur la page Facebook de nos fameux canaris :

« *Bravo pour cette belle initiative, que les jeunes entrepreneurs ne se résignent pas et gardent l'envie d'entreprendre plutôt que de devenir fonctionnaire* »

Comme en écho

Toujours dans PO, rubrique les patrons ont la parole, Philippe Novelli, Président de L'UIMM44 : « *il faut moderniser le marché du travail (traduction : permettre de licencier plus facilement), améliorer la qualité et l'efficacité du dialogue social (traduction : en priorisant les accords d'entreprise au détriment de la loi), réformer les méthodes de financement de la sécurité sociale (traduction : ne pas payer pour la sécu des salariés).* »

NOUVELLE RENAULT CLIO

Financée et Garantie 5 ans

à partir de **199 € / MOIS**

Location Longue Durée sur 61 mois

SANS APPORT ET SANS CONDITION DE REPRISE



(1) Exemple pour Nouvelle Renault Clio Authentique 1.2i 16V 75 en location longue durée sur 61 mois pour un kilométrage maximum de 50 000 km. Consommation mixte (l/100km) : 6,5. Émission CO₂ (g/km) : 127. Restitution du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise à l'état standard et des les suppléments. Sous réserve d'acceptation par CACI SA au capital de 61 000 000 € - 14, avenue du Père Noël - 44 100 Nantes Cedex 03 - SIREN 702 002 201 RCS Nanterre. (2) Garantie 5 ans, comprenant 2 ans de garantie constructeur et 3 ans de garantie assurée par Renault 444 - 13-15 rue Adolphe Leclerc 92 113 Boulogne - Blancourt Cedex. (102) Offres réservées aux particuliers dans les points de vente de Réseau Renault participants jusqu'au 31 décembre 2012.

DIAC
Financements et Services



CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
380, Route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE
02 40 17 20 20

Héritage empoisonné !

Il n'existe pas de majorité populaire, de majorité de gauche, pour soutenir ce traité. Vous ne le ratifierez qu'avec la droite, qui endosse sans complexe l'héritage empoisonné de Nicolas Sarkozy. En bons godillots du MEDEF, nos collègues de droite suivront à la lettre les recommandations de Laurence Parisot, je cite : « Ne pas se poser la question de la ratification du traité européen: et le signer des deux mains. » Pierre LAURENT, au sénat



Traité "Merkozy" ou TSCG

Concrètement, ce traité qui implique de réduire encore plus drastiquement les déficits publics aura des conséquences dramatiques sur la vie quotidienne des citoyens... Les Françaises et les Français ont voté en majorité en faveur du changement. Mais comment mettre en oeuvre une politique de changement si l'on accepte la mise en place d'un tel carcan libéral." Eliane ASSASSI, sénatrice, présidente du groupe CRC au Sénat.



Pour une alternative budgétaire !

4

La recette du gouvernement Ayrault

20 milliards de recettes fiscales, 10 milliards d'euros d'économies, voilà la recette du gouvernement pour atteindre le seuil de 3% de déficit public en 2013. Ces 30 milliards d'euros dégagés dans le budget 2013 représentent le plus gros effort fiscal depuis 30 ans.

FAUT-IL RÉFORMER LE CAPITALISME ?



Le changement, c'est quand ?

Lors de son discours le 31 août à Châlons-en-Champagne, le président de la République déclarait : « Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle ». Le constat de la gravité de la crise n'est pas nouveau et il ne surprendra personne. Par contre, il pose la question du pourquoi de la crise et des réponses à apporter. Va-t-on en l'occurrence mieux reconnaître la profondeur d'une crise structurelle du capitalisme et amender un projet présidentiel aujourd'hui en difficulté pour répondre aux aspirations populaires ? Pour contribuer à ce travail, les propositions existent, à l'image de celles du PCF et du Front de gauche, mais aussi syndicales, de la CGT ou de la FSU, de la CES et de bien d'autres.

A défaut de s'engager dans cette voie, le nouveau discours présidentiel présage de nouvelles déceptions. Loin « d'accélérer le rythme » du changement, il prépare l'opinion à abandonner l'idée d'une « rigueur juste » de deux années, suivie d'une distribution de ses fruits, pour une rigueur de longue haleine, ponctuée de quelques contre réformes. Une attitude fortement motivée par la baisse des perspectives de croissance et l'entêtement à mener une politique de réduction accélérée du déficit budgétaire à 3 % du PIB, qui nous enfonce aujourd'hui dans la stagnation économique, demain dans la récession.

Si la droite a perdu les élections et est – temporairement – surtout préoccupée par la question de son leadership. Le Medef, lui, a pris la tête du combat pour montrer que le capital n'a pas perdu la bataille idéologique sur l'interprétation de la crise. Il a accentué sa pression pour sanctuariser deux dogmes : la crise est celle des « dettes publiques » et du « coût du travail trop élevé ». Exit la responsabilité du capital et du coût de sa course effrénée à la rentabilité financière.

Loi de finances 2013 : le changement ou l'aménagement !

La règle d'or : serrez la ceinture, c'est la loi !

En effet, appelé également pacte budgétaire ou traité « Merkozy », le TSCG contraint les gouvernements à équilibrer les budgets de leurs Etats, limitant leur déficit structurel à 0,5 de leur PIB. Chaque Etat doit en effet garantir (article 3 du titre III du TSCG) « une situation budgétaire ... en équilibre ou en excédent ». Cette mesure est si stricte et contraignante que, si un pays ne le respecte pas, le traité annonce un mécanisme automatique obligeant à se mettre sur le « droit chemin ». Elle va plus loin que la fameux pacte de stabilité et de croissance de 97 qui obligeait en principe les Etats membres à garder leur déficit en deçà de 3% de leur produit intérieur brut. Bien avant la crise, ce pacte était mis de côté car impossible à tenir par les Etats. Cette règle a pour premier tort d'être fondamentalement irréaliste. Pour la France, cette règle représenterait une coupe de 33 milliards d'euros dans son budget si la croissance s'élevait à 1% en 2013 et à 44 milliards d'euros si la croissance n'est que de 0.5%.

Son autre tort est donc d'imposer l'austérité et d'exclure a priori toute autre politique que la réduction aveugle des dépenses. Or, nous voyons le résultat : après neuf plans de rigueur, la Grèce n'a fait que s'enfoncer plus profondément dans la crise. En période de récession, la dépense publique peut constituer l'un des leviers nécessaires pour relancer l'activité économique. S'interdire de le faire est une folie.

De plus, cette « règle d'or » est fondée sur un mensonge original : les dettes publiques qui ont atteint des niveaux de record seraient à l'origine de la crise financière dans laquelle nous nous trouvons. Pour sortir de la dite crise, il faut imposer aux Etats des cures d'amaigrissements à la hauteur de leurs dettes.



La compétitivité tire les politiques sociales vers le bas

Ce ne sont pas les « charges sociales » qui étouffent les entreprises, mais les charges financières des banques et les dividendes des actionnaires.

Les comptes de la Nation de l'INSEE, pour l'année 2010, indiquent que, pour les sociétés non financières, (hors banques et assurances), les cotisations sociales patronales (charges sociales) ont prélevé 145 milliards d'€ sur leur valeur ajoutée. Mais les prélèvements financiers (en intérêts aux banques et en dividendes aux actionnaires) ont totalisé, eux, 308,8 milliards d'euros soit 2,13 fois les « charges sociales » !

Gare à l'union sacrée recherchée pour baisser les cotisations patronales et fiscaliser le financement de la protection sociale avec la GSG et des taxes écologiques !

L'intérêt collectif, y compris celui des patrons de PME, est de lutter contre les charges financières afin que les banques distribuent tout autrement le crédit et changent la nature de leurs relations avec les entreprises. Simultanément, il faut sauvegarder et développer le financement mutualisé de la protection sociale à partir de la valeur ajoutée des entreprises, car il sécurise leurs débouchés et fortifie leur productivité.

Cette bataille est d'actualité alors que l'on voit la volonté de faire basculer une partie de ce qui reste de cotisations sociales patronales sur la GSG. Or la CSG ne concerne pas les entreprises mais les seuls ménages et, en leur sein, les salariés, les chômeurs et les retraités surtout.

Explosion de la dette publique

En France, la dette augmente depuis plus de 30 ans. C'est à partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980, avec le recours de plus en plus systématique aux marchés financiers que la dette publique française s'envole. La seule dette de l'Etat, qui était de 44 milliards d'euros en 1978, a été multiplié par 25 depuis, pour atteindre 1692,7 milliards d'euros au 2ème trimestre 2011.

Avec 50 milliards d'euro, la charge d'intérêts de la dette est devenue le 3ème poste de dépense du budget.

L'origine de cette explosion de la dette publique est liée à l'obligation de recourir aux marchés financiers ; l'obligation faite à l'Etat de se tourner vers le privé pour ses besoins de financement et au taux d'intérêt du marché. C'est la réforme de la Banque de France sous Giscard en 1973.

Cette disposition a été reprise lors de la création de la BCE et dans tous les traités européens; Une mécanique incroyable se met en place : la BCE refinance les banques privées à de très faibles taux qui financent ensuite les Etats à des taux supérieurs.

Conséquence, les marchés financiers où les prêteurs sont les grandes banques privées, les sociétés d'assurance et fonds divers, se sont « gavés » grâce à la dette publique.

Cette crise financière, l'importance de la dette publique, sont le résultat de choix politiques mis en œuvre pour accroître sans cesse la part des richesses qu'accapare une minorité.

D'autres choix sont possibles pour briser la spéculation, se libérer des marchés, sortir de l'impasse de l'austérité.

Budget : un combat qui manque sa cible !

Jean Marc Ayrault avait parlé d'un budget de combat en présentant, fin septembre à l'issue du Conseil des ministres, la loi de finances dont l'examen commence demain à l'Assemblée nationale. Venant d'un Premier ministre de gauche, on pouvait imaginer que le combat serait dirigé en particulier contre les forces de l'argent et ceux qui tuent l'emploi et le pouvoir d'achat du plus grand nombre pour servir grassement les actionnaires. Mais force est pourtant de constater que, au delà de timides avancées, le compte n'y est pas : le Medef et ses troupes ne perdront pas beaucoup de plumes dans la bataille!

Faute d'une véritable réforme de l'imposition des entreprises, favorisant celles qui créent de l'emploi, investissent dans la recherche, la formation et les salaires, et pénalisant celles qui préfèrent distribuer des dividendes, le gouvernement se prive des recettes nouvelles qui permettraient de financer les dépenses publiques utiles pour nos concitoyens et facteur de relance de l'économie nationale.

Ce sont ainsi quelque 50 milliards qui pourraient rentrer dans les caisses de l'Etat, si le gouvernement décidait, comme le proposent les Député-e-s Front de gauche, de mettre fin aux dispositifs d'optimisation fiscale dont usent et abusent les grands groupes, d'intégrer dans le calcul de l'impôt tous les revenus du capital au même titre que ceux du travail, de taxer les placements spéculatifs et d'accroître la part des impôts progressifs pour réduire celle des impôts les plus injustes comme la TVA.

Sans ces recettes nouvelles, le gouvernement sera malheureusement mais naturellement, conduit à procéder à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Quelle qu'en soit l'appellation, c'est une politique d'austérité qui est inscrite dans le projet de loi de finances 2013, conformément à l'esprit même du Traité Sarkozy-Merkel.

Les Député-e-s Front de gauche s'emploieront à modifier ces choix, pour porter les attentes et les besoins de toutes celles et tous ceux qui ont permis l'élection d'une majorité de gauche en France.



Nicolas SANSU, député communistes du Cher

Dépassement d'honoraires :

Le Syndicat de la Médecine Générale se réjouit de la non conclusion des négociations conventionnelles sur les dépassements d'honoraires. Il met en garde contre le projet d'avenant conventionnel, qui sera la base du débat du 22 octobre. Cela laisserait perdurer les "dépassements ordinaires" qui constituent la cause principale du renoncement aux soins, reporterait sur les complémentaires des prises en charge accrues. Le SMG souhaite que ce débat sorte du huis clos entre médecins, Assurance maladie et complémentaires santé, et fasse l'objet d'un débat démocratique. Il appelle les citoyens, associations, syndicats et partis politiques soucieux de l'accès aux soins à se mobiliser.

Qui vole le pays ?

En Milliards d'Euros : Prestations sociales : 2 à 3 Milliards. Fraude patronale aux cotisations sociales : 8,4 à 14,6. Fraude fiscale : 20,5 à 25,6 (TVA encaissée non reversée, Impôt sur les sociétés, Impôt sur le revenu...). Avoirs français en Suisse non déclarés : 80,4. Une évaluation basée sur des estimations. Il est grand temps que la France se dote d'outils adéquats à traquer la fraude fiscale et les revenus dissimulés !



Le social au cœur

5

La Navale a de l'avenir ! Mobilisation !



Après avoir été reçues par le Ministre du Redressement Productif le 11 juin dernier, les 8 organisations syndicales que compte le département lui avaient signifié à nouveau par courrier du 11 septembre, l'urgence de se préoccuper et d'agir sur la situation du dernier grand chantier naval français, dont l'Etat est actionnaire à 33%. Le dernier paquebot pour MSC en cours de finition se termine en fin d'année, le paquebot pour Hapag Lloyd sera livré en Avril prochain. Il ne restera plus que les deux BPC pour la Russie, livrables en 2014 et 2015, dont chacun ne représente qu'environ 20% de la charge de travail annuelle du chantier naval. Le chômage technique touche la grande majorité des salariés du chantier naval.

Cette situation n'est pas acceptable. Elle ne l'est pas, car il ne s'agit pas ici de sauver « un canard boiteux » ou de perfer une entreprise sans avenir. Que ce soit pour plus de sécurité humaine et écologique (cf Erika & Co), ou pour développer

le service public (cf la Corse), ou pour nos besoins énergétiques actuels et futurs (méthaniers, navires poseurs d'éoliennes...), **les besoins de construction de qualité ne manquent pas**, et les Chantiers savent encore le faire. Il faut une volonté politique déterminée, pour mettre STX et les armateurs français devant ce devoir patriotique **d'assurer capital et commandes** au chantier de St Nazaire. L'Etat français doit jouer ce rôle, et utiliser tous les leviers existants (y compris sa position d'actionnaire) en ce sens.

En visite en Loire Atlantique le 15 octobre, Arnaud Montebourg a assuré de « la détermination du gouvernement à préserver l'outil de production » et qu'« une modification du capital de STX n'est pas sur table, mais nous en parlerons avec l'ensemble du gouvernement ». Les syndicats demandent que **l'Etat s'implique totalement pour garantir l'avenir du Chantier Naval de Saint-Nazaire**, y compris en devenant l'actionnaire majoritaire, et qu'il développe une véritable politique industrielle débouchant rapidement sur des commandes de navires, et permettant le maintien de tous les emplois chez STX France (Chantier Naval et filiales) et chez les sous-traitants. Présent à la rencontre, le Conseiller Régional Communiste Aymeric SEASSAU a indiqué au ministre l'urgence d'obtenir des commandes de navires engageant la diversification (Ferrys par exemple), de travailler à des coopérations industrielles nationales (dossier SNCM) et indiqué les problèmes rencontrés avec l'actionnaire majoritaire STX.

Les élu(e)s et militant(e)s Communistes se mobilisent pour l'avenir du chantier naval. Que ce soit au Conseil régional, à St Nazaire ou à la Carène, ils ne manquent pas une occasion de souligner **que le redressement productif dans ce département ne pourra se faire sur les décombres de la Navale, et lancent un appel à la mobilisation générale.**

Les salariés des TPE votent enfin

4,6 millions de salariés (entreprises à effectifs inférieurs à 11, et employés à domicile) sont appelés à voter pour déterminer la représentativité syndicale les concernant. Le vote est réputé confidentiel, il se fera par courrier ou par internet. En novembre, chaque inscrit recevra par courrier : un bulletin de vote avec le nom des syndicats, (où il faudra cocher un seul sigle), une enveloppe vierge et une enveloppe T pré-remplie. Le vote devra être posté entre le 28 novembre et le 12 décembre 2012. Sur internet : du 28/11 à 9 heures sur au 12/12/2012 à 19h00.



Remarquons que c'est la **première fois que ces salariés auront voix au chapitre** pour désigner qui peut négocier en leur nom. Cependant, le scrutin apparaît déjà entaché de manipulations. La décision de retenir 41 organisations, dont 10 au plan national pouvant se présenter, a amené la CGT à déposer des recours. En effet, l'ancien gouvernement ayant choisi une élection sur sigle, donc sans listes de candidats, a ouvert la porte à des candidatures factices et trompeuses. Un choix d'ailleurs contraire à la volonté du législateur de renforcer la légitimité des syndicats par une mesure de l'audience réelle de leur activité sur le terrain. Plus d'infos sur www.tpe2012.cgt.fr

Un toit pour toutes et tous



Depuis plus de 3 semaines, le collectif « Un toit pour toutes et tous » réunissant des citoyens-nes français-es et étranger-e-s, avec ou sans logement et des organisations associatives, politiques et syndicales se mobilisent pour obtenir des places d'hébergement d'urgence supplémentaires pour les personnes sans-abris. Malgré

les annonces de la Préfecture concernant le déblocage de places d'hébergement d'urgences supplémentaires (60 à 100) à compter de lundi 15/10/2012, à ce jour, aucun dispositif n'a été présenté au collectif et le 115, contacté quotidiennement, ne dispose toujours pas de moyens permettant de répondre aux demandes des personnes à la rue ou au Lieu Unique actuellement réquisitionné par le Collectif. Samedi 19 octobre, 450 personnes ont manifesté. Il est en effet déplorable que les places supplémentaires annoncées ne soient toujours pas mises à disposition du 115, et que la seule réponse palpable est la procédure d'expulsion des occupants du Lieu Unique.

En bref

« Morale » laïque...



Le ministre de l'Éducation nationale veut un enseignement de la « morale laïque » à l'école publique, abordant notamment « le sens de l'existence humaine, ce qui fait une vie heureuse ou une vie bonne. » Répétons-le, la laïcité n'est ni une « valeur », ni une philosophie, ni une idéologie. C'est un cadre juridique, assurant la liberté de conscience (dont découle le libre exercice des cultes) et séparant les religions et les pouvoirs (et services) publics. Il s'ensuit qu'il n'y a pas plus de « morale laïque » que, par exemple, de « science laïque ». Elle est par contre la condition sine qua non de la morale comme de la science. Sans elle, ni recherche ni éthique possibles : seulement le rabâchage et la justification des dogmes.

A quoi sert la BEI

Bolloré dit avoir obtenu un **prêt de 75 millions** d'euros auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour développer Autolib, son service d'utilisation partagée de véhicules électriques en Ile-de-France. **Début 2011**, la BEI avait déjà accordé au groupe français diversifié un **prêt de 130 millions d'euros**. Dans le cadre du service francilien Autolib, Bolloré a déjà mis en circulation 1.750 véhicules électriques, répartis sur 710 stations, et revendique 38.800 abonnements vendus. Il lance également ces jours-ci la location de la Bluecar pour les particuliers. Le président du groupe, Vincent Bolloré, déclare dans une interview aux Echos **qu'il prévoit d'introduire en Bourse dans un an entre 10% et 20% de son activité de batteries et de voitures électriques.**

50 Milliards d'euros

C'est le montant des recettes dont se prive le gouvernement "faute d'une véritable réforme de l'imposition des entreprises" selon A. Chassaigne

Jusqu'au 17 novembre, le passage Pommeraye fait l'objet d'une exposition qui revient sur l'histoire singulière de ce passage couvert classé monument historique depuis 1976.

A la fois lieu de passage, galerie commerciale, le passage Pommeraye est aussi un chef d'œuvre architectural du patrimoine nantais que l'on retrouve comme décors dans la littérature mais surtout dans le cinéma grâce à Jacques Demy.

A l'occasion de sa première restauration et de la création d'une nouvelle galerie commerciale qui viendra s'y greffer, la ville de Nantes propose une exposition ainsi qu'un certain nombre de conférences (Restauration et création d'une nouvelle galerie commerciale, Jeudi 8 novembre à 18h30 au Forum de la Fnac).

L'exposition se situe au 2ème étage du passage, sous le grand escalier et est ouverte tous les jours du lundi au samedi, de 8h à 20h et le dimanche de 9h à 19h.

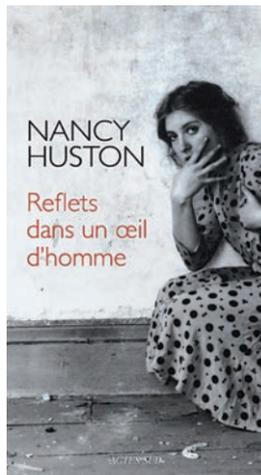


Culture, idées

Lire

Les femmes occidentales sont-elles aussi libres qu'elles le croient ?

« Nous incarnons bien moins que nous le



pensons, dans notre arrogance naturelle et candide, la femme libre ou libérée. Nous montrons du doigt les femmes qui se couvrent les cheveux; nous, on préfère se bander les yeux. » Avec le vécu d'une femme de 59 ans

Nancy Huston nous propose sa réflexion provocatrice à contre-courant du dogme « très mode » dans la France contemporaine : toutes les différences entre les sexes sont une construction sociale et culturelle.

Pourtant dit-elle, les humains sont programmés pour se reproduire comme tous les autres mammifères. Liée depuis la nuit des temps à la conquête d'un géniteur, « pour la survie de l'espèce », l'obsession de la séduction - drague et coquette - reste grande « chez les femmes libres ou libérées que nous pensons être ». Partant de ce constat simple mais devenu anathème, Nancy Huston explore les tensions contradictoires de la sexualité en Occident.

Ce n'est pas un roman, mais un essai parfois déstabilisant, composé d'éléments différents. Evoquant sans détours sa propre expérience comme celle des hommes qui l'entourent, l'auteure croise l'interview (d'amis artistes), l'autobiographie, la biographie (de la photographe Lee Miller, des actrices, Jean Seberg ou Marilyn Monroe).

A partir de ces matériaux, elle analyse ce qui façonne la façon d'être des femmes occidentales aujourd'hui. Bien souvent encore, « avec notre coopération enthousiaste ou à notre corps défendant, c'est le regard des hommes » (ce qui explique le titre du livre). L'homme regarde ; la femme est regardée... « Elle m'a tapé dans l'œil » disent les hommes français. On peut penser aux yeux du loup dans les dessins animés de Tex Avery... »

Partant de son postulat, Nancy Huston se tourne vers l'histoire...

« Entre la fin du XIX et le début du XXe siècle, deux événements ont infléchi la destinée des femmes en Occident de manière radicale et en sens contraire : l'invention de la photographie, et le féminisme. »...et elle parvient à nous démontrer l'étrangeté de notre société marchande, qui nie tranquillement la différence des sexes tout en l'exacerbant à travers les industries des cosmétiques et de la pornographie (le plus souvent aux mains des hommes).

D'accord ? Pas d'accord ? Moi depuis la lecture de ce livre, je ne regarde plus, je n'écoute plus les femmes de la même façon...ni les hommes d'ailleurs.

Actes sud Mai 2012 23 euros.

Ambroise Croizat : Le ministre des travailleurs. Celui qui a mis en œuvre la décision du Conseil national de la Résistance de créer la sécurité sociale.

A l'initiative des instituts d'histoire Sociale (IHS) de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT et de la CGT 44, s'est tenu à Saint Nazaire à la maison des syndicats, le 11 et le 12 octobre deux jours de rencontre - débats ayant pour fil conducteur « l'innovation sociale » d'hier à aujourd'hui.

Soutenu par la fédération 44 du PCF, le conseil général de Loire Atlantique, les municipalités de la CARENE (Donges, Montoir, Saint Joachim, Saint-Nazaire, Trignac), et les élus de gauche, notamment Marie-Odile Bouillé, députée de Saint-Nazaire, Roger David, conseiller général du canton de Montoir, Véronique Mahé, conseillère régionale des Pays de Loire et Yannick Vaugrenard, sénateur de Loire Atlantique.

Animé par Louis Dronval, l'ensemble des conférences - débats avaient pour point de départ l'œuvre d'Ambroise Croizat, syndicaliste, député, ministre communiste du gouvernement De Gaulle en charge d'appliquer le programme du Conseil National de la Résistance.

Walter Buffoni, ancien secrétaire du CE des chantiers de l'Atlantique devait présenter l'historique des comités d'entreprise, dans leur rôle économique, social et culturel. Faisant le lien entre cette nouvelle conquête des travailleurs (Février 45) au lendemain de la Libération, et les lois Auroux de 1982, dernière date d'une amélioration du pouvoir de contrôle des salariés face au patronat. « C'est bien de faire un peu d'histoire...de passer le relais...aujourd'hui il faut remettre sur le devant de la scène les pouvoirs économiques du C.E et pas seulement se contenter de la gestion des œuvres sociales, ce que veulent les patrons. Il faut se battre pour mettre à l'ordre du jour une loi sur les licenciements boursiers ! ». Le débat est engagé. « Que ce soit en 45 ou en 2012, la question essentielle mes camarades ça reste celle du rapport de force ! ». Ne pas oublier la mobilisation des salariés de l'entreprise pour appuyer les luttes du C.E, revenir sur la formation économique des délégués, se battre pour un statut unique rassemblant tous les employés d'une même entreprise en intégrant ceux de la sous-traitance... la discussion va bon train. Elle déborde sur les préoccupations du moment : le carnet de commande chez STX, le chômage partiel, la rencontre à Bouguenais avec Montebourg. « Saint-Nazaire ne sera pas le Henin-Beaumont de l'Ouest ! ». Les affiches du parti de la haine ont fait leur apparition aux portes des chantiers. « Mon grand-père a subi les fascistes, j'ai pas envi que mes petits enfants se retrouvent dans la même situation ». La solidarité inter-génération et l'Histoire reviennent avec force lorsque la parole est donnée à Liliane. Elle a écouté depuis le début les interventions et suivi les



discussions. Liliane c'est la petite fille sur la photo, en 1945 à Paris, lors du défilé du 1er Mai avec son « papa » ministre. Elle ne le lâche plus, depuis que sa mère et elle l'ont retrouvé par hasard après la guerre « ce père merveilleux qui lui expliquait beaucoup de chose...il disait que chacun ait son dû et soit protégé de la naissance à la mort ». Député communiste Ambroise Croizat est arrêté en 39. « J'avais 3 ans...nous avons été séparés pendant toute la guerre, ma mère et moi nous ne savions pas où il était... ». (Pour ceux qui veulent la suite de ce récit plein d'émotions, illustré de superbes photos...)

Ambroise CROIZAT Edition GAP de Michel Etiévent - 20 euros).

Après un parcours syndical, Rino GAMBARDILLA est devenu le directeur du centre de vacances « Le Razay » à Piriac. C'est son tour de parole, il doit illustrer une des grandes conquêtes de 36, les congés payés. Rappelant « qu'un salarié sur deux ne part pas en vacances, un enfant sur trois... et encore !... selon les critères retenus. Le droit aux vacances devrait être dans la constitution ! »

Son intervention, il la veut spontanée, comme l'accueil dans son centre, de ceux qui viennent quelques semaines, changer d'air. Lui son truc c'est de distinguer « les besoins humains... des attentes commerciales. Nous sommes un mouvement d'éducation populaire, nous ne faisons pas du tourisme marchand mais social. Nous défendons des valeurs ». Tout dans la journée est l'occasion de se libérer de l'aliénation de la société capitaliste « les adultes arrivent avec les valeurs de l'idéologie dominante, de la télé...les enfants peuvent être éduqués et non formatés, ça commence par le bonjour du matin... ». Très vite Rino donne des exemples ou la culture se mêle aux loisirs.

« Faut pas demander à un ouvrier qui rentre à 22h de sa journée de suivre une émission culturelle à la télé. Pendant le séjour c'est l'occasion de faire découvrir des horizons nouveaux, comme cet atelier sur la calligraphie orientale qui s'accompagne d'un débat sur le racisme. « Le racisme naît dans les yeux et finit dans les larmes ! ».

La journée se prolongera avec un débat sur la protection sociale. Durant la matinée du lendemain, Serge Le Glaunec, responsable à la culture de la CGT, ancien président du CCP devait animer le débat sur la culture et les créations culturelles des comités d'entreprises.

Globalement une initiative dont on ne peut que se féliciter. Grand moment de formation et d'échange entre les anciens et les nouvelles générations à qui le flambeau est passé.

Aristide Briand visionnaire ?



naissant, à Saint-Nazaire, à l'homme d'Etat, prix Nobel de la paix en 1926,

La Loire-Atlantique honore Aristide Briand, à l'occasion du 150ème anniversaire de sa naissance à Nantes, dans une exposition du Conseil général inaugurée par le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault. Du jeune avocat militant participant au syndicalisme

les différentes époques de la vie de cette figure controversée de la IIIème République sont traitées. Un éclairage très précieux sur le contexte pour chacune des périodes (la naissance du syndicalisme, l'unité des socialistes en France, la première guerre mondiale, le traité de Locarno et la création de la Société des Nations) donne une clé intéressante de compréhension du parcours d'un homme, passé de la défense de la « grève générale » pacifique (« les bras croisés ») aux compromis du pouvoir. Même si l'avocat plaidant pour les plus pauvres ou l'auteur de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, a du mal à connaître la même adhésion quand il accède au pouvoir, l'homme paraît beaucoup plus complexe. Deux problématiques intéressantes méritent, un siècle passé d'être posées : la première est le débat qui oppose dans les premières années du XXème siècle

Jaurès ou Guesde à Briand sur la participation des socialistes, dont l'unité est alors très fraîche, à un « gouvernement bourgeois » ; la seconde a trait aux questions de la paix : alors que Briand, chef de guerre durant la Grande guerre de 1914-18 se fera « l'apôtre de la paix » dans les années 1920, faisant le rêve d'une construction européenne, les socialistes révolutionnaires font de leur engagement pacifiste dès 1915, lors de la conférence de Zimmerwald, un des fondements de leur combat ultérieur contre le capitalisme fauteur de guerre. Briand est mort en 1932. Fut-il visionnaire ? A l'évidence, la réponse ne saurait être univoque.

YV

Exposition du 4 octobre au 19 décembre 2012, Hôtel du Département, 3 quai Ceineray, Nantes

7,3 M€. Lors de sa dernière session du 14 et 15 octobre dernier le conseil général a décidé à partir de 2013 de financer la construction de 2 650 logements sociaux neufs chaque année sur l'ensemble de la Loire-Atlantique. Cela représente un engagement financier de 7,3 M€ chaque année, soit 15 % de plus qu'en 2011.

Le Projet de loi de Finances pour 2013 prévoit un recul des crédits à la ville de 7,6 % et de ceux consacrés à la jeunesse de 6%. Peut-on avoir une ambition pour les quartiers en s'inscrivant dans le dogme du recul de la dépense publique ? Cette phrase est un extrait de la dernière déclaration de l'ANECR en réponse aux discours ministériels sur les quartiers populaires et la politique de la ville. Pour l'ANECR alors que la situation des quartiers appelle un plan d'urgence et une mobilisation nationale, la loi de Finances 2013 doit apporter la garantie d'un renforcement des politiques de droit commun et de financements permettant de déployer des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins.

Au cœur des collectivités

7

Yann Vince -Vice-président de Nantes Métropole, Conseiller municipal de Rezé-Les Roms ont des droits !

La situation des Roms dans l'agglomération nantaise est plus que préoccupante. Ils sont aujourd'hui près d'un millier pour un total de 15 à 20 000 en France ! Les évacuations successives des familles qui occupent de façon illicite des terrains publics ou privés et le démantèlement des camps portent atteinte, pour les élu-e-s communistes, aux droits de la personne humaine. De plus, cette méthode violente remet à chaque fois en cause le travail accompli par les associations, parfois par des municipalités, en provoquant la déscolarisation des enfants, l'arrêt du travail d'insertion, voire même la perte totale de contacts pour certaines familles. C'est pourquoi **les élu-e-s communistes de l'ensemble des communes de l'agglomération ont récemment interpellé publiquement les différents représentants des autorités locales** : préfet, présidents de Nantes Métropole et du Conseil Général, maires de l'agglomération. Certes, les maires sont souvent confrontés à des situations qu'ils ne peuvent à eux seuls résoudre. De plus, la tension que nous connaissons actuellement en matière de logement social, avec la difficulté de nombreuses familles, et souvent parmi les plus modestes, à trouver un toit, est renforcée par cette problématique Roms.

Il faut lever, à cet égard, une méconnaissance, parfois entretenue à dessein, de ceux que l'on appelle les Roms. A la différence des gens du voyage, qui, comme leur nom l'indique, n'ont pas vocation à se sédentariser – même si la société les a contraints au fil du temps à se fixer – les Roms, d'origine le plus souvent roumaine ou bulgare, sont des migrants qui n'ont pas choisi de l'être. Vivants dans leurs pays d'origine dans des maisons, et non des caravanes, ils fuient la misère et le racisme et sont parfois aussi livrés à des trafiquants et autres « marchands d'hommes ». **Notre pays, comme l'Union européenne, a une responsabilité à leur endroit.** La France doit rompre avec la

politique d'expulsion de Sarkozy.

Une circulaire interministérielle du 26 août dernier invite les préfets à rechercher des solutions en amont des évacuations afin d'accompagner les populations dans différents domaines concourant à l'insertion des personnes, notamment en terme de logement, et de mise à l'abri. Nous ne pouvons que nous en féliciter. **La suspension des évacuations « non urgentes » par le préfet de Loire-Atlantique est un premier pas qui doit être suivi d'actes concrets. C'est le sens de la démarche responsable des élu-e-s communistes : mettre tous les acteurs autour d'une table** et rechercher toute solution permettant d'accueillir dans des conditions dignes des personnes installées souvent depuis plusieurs années dans l'agglomération. Certains maires évoquent, outre l'occupation illégale de terrains, la responsabilité d'individus d'origine « Roms » dans certains actes de délinquance comme les vols de matériaux. Nous voulons dire avec force qu'il n'est pas acceptable de stigmatiser cette population. Quand on fuit la misère, que l'on n'a pas accès à l'emploi – même si la situation semble un peu évoluer – ni au logement, il ne faut pas s'étonner que des familles aient recours à des moyens de survie que nous ne pouvons accepter, mais que nous devons comprendre.



Près de vous

Région : agir en faveur de l'investissement productif et de l'emploi !

Lors de la dernière séance du conseil régional les élus communistes ont pu souligner et se féliciter de l'implantation d'une antenne du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, de la poursuite d'implantation d'Alstom, et de la montée en charge de création d'une nouvelle filière industrielle : l'éolien, ainsi que de la poursuite du déploiement des transports ferroviaires. Par ailleurs la mise en place d'un nouveau programme de soutien à 500 projets portés par des TPE et la poursuite de l'aide au déploiement du très haut débit marque la volonté de solidarité envers tous les territoires régionaux. Symptomatique également de la volonté régionale d'aider l'ensemble de ses habitants, et notamment les plus fragilisés par la crise, les mesures d'accompagnement des jeunes vers l'emploi, et les dispositifs d'aides aux stagiaires de la formation professionnelle et à la sécurisation des parcours des salariés ont été saluées. Par ailleurs dans sa dernière lettre, l'Observatoire régional économique et social donne quelques indicateurs démontrant la gravité de la situation actuelle pour la population ligérienne et pour l'activité économique. Hormis l'aéronautique, avec un plan de charge sur 8 ans, la plupart des indicateurs sont plus qu'inquiétants : sur une année, plus 10% de chômeurs de moins d'un an inscrits (12% chez les jeunes !), et pour les offres d'emplois : moins 22% dans le BTP et moins 11 dans l'industrie... **La décision modificative présentée lors de la session du conseil tente donc de limiter les dégâts en se tournant résolument vers la relance économique et l'innovation.** C'est tout à notre honneur, et cela doit s'accompagner d'outils à tous les niveaux pour sortir du marasme auquel nous conduit le modèle économique financiarisé.

Ecole : les élus inquiets du coût de la semaine de 4 jours et demi

Le ministre de l'éducation Vincent Peillon a confirmé la mise en œuvre de la semaine de 4 jours et demi en précisant qu'il souhaitait que la demi-journée supplémentaire ait lieu le mercredi. Les collectivités locales auront néanmoins le choix d'en décider autrement. Cependant, les représentants des élus, qui ont été reçus dernièrement au ministère de l'Education nationale, attendent une clarification sur le financement de la mesure. **En effet, la note risque d'être salée pour les collectivités locales, qui attendent une aide de l'Etat.** En attendant la contractualisation avec l'Etat, les collectivités locales ont fait leurs comptes. Le passage à la semaine de quatre jours et demi risque de peser lourd sur le budget des communes qui financent les temps périscolaires (cantine, centre de loisirs...). Pierre-Yves Jardel, maire d'Orbais-l'Abbaye (Marne), en charge de l'éducation à l'Association des maires de France (AMF) rappelle que « les communes rurales consacrent déjà 30 à 40 % de leur budget à l'école ».

Île de Nantes Pôle de services publics Nantes



Lors du dernier conseil municipal de la ville de Nantes les élus communistes ont pu s'exprimer sur une **délibération relative à la création et à**

l'aménagement d'un pôle de services publics au centre de l'île de Nantes. Celle-ci a été l'occasion pour les élu-e-s communistes de souligner l'importance que revêt l'accompagnement du développement de ce secteur à fort développement urbain. En effet ce projet d'un multi-accueil, adossé à un programme immobilier, au cœur de l'île, au pied de la ligne de busway, vient compléter l'amélioration de l'offre de services publics. Pour nos élus avec la relocalisation de la mairie annexe de Beaulieu, permettant d'améliorer l'accessibilité et de donner une plus grande visibilité à cet équipement, mais également la création d'un nouveau multi accueil petite enfance permettant de développer l'offre existante sur le quartier et enfin le déplacement des bureaux de la direction du développement associatif améliorant la proximité pour les associations, sont de nature à qualifier et accompagner un cœur de quartier aujourd'hui en pleine évolution urbaine.

Les élu-e-s communistes de Nantes ont ainsi « appuyer ce nouvel investissement, qui s'inscrit dans une démarche ambitieuse, faisant le choix de répondre aux besoins des habitants par une offre de service public améliorée, assurant enfin les conditions d'un renforcement de la cohésion sociale. Cette délibération illustre s'il en était besoin l'importance pour une ville comme la nôtre de choix d'investissements au service de politiques ambitieuses. » L'attention portée au développement des services publics apparaît ainsi cruciale à l'heure où la rigueur et la précarité ne cessent de s'étendre pour bon nombre de français.

L'innovation technologique à Rezé Rezé



Débatte et proposer des idées pour améliorer la vie de la commune : c'est la mission des Rezéens, membres du **conseil économique et social communal mis en place depuis 1993. Celui-ci a dernièrement rendu un avis sur l'innovation**

à Rezé présenté lors du dernier conseil municipal. Pour les élus communistes, le développement économique est une compétence croisée de la Région et de Nantes Métropole. C'est en effet selon eux à cette échelle que l'action politique dans ce domaine paraît la plus pertinente. Loin de la concurrence entre les territoires, les communistes, au contraire, souhaitent assumer une ambition collective dans la complémentarité. **De nombreux exemples comme l'implantation de l'IRT Jules Verne à Bouguenais, la proximité du CHU bientôt implantée sur l'île de Nantes ou l'arrivée du MIN à Rezé démontrent la capacité institutionnelle à accueillir, y compris en sud Loire de nouvelles activités.** Partageant l'avis du CESC concernant la volonté de travailler ces questions sur une échelle plus large que l'échelon communal, tel le sud Loire, nos élus s'engagent dans l'association Sud Loire Avenir dont l'objectif est d'anticiper les évolutions en cours et de favoriser les implantations industrielles et technologiques d'avenir sur ce territoire, dans le dialogue avec l'ensemble des partenaires, économiques, sociaux et politiques comme Nantes Métropole.

Cette délibération fut également l'occasion de rappeler l'importance du développement des réseaux de communication pour faciliter le développement économique du secteur, à contrario des logiques court-termistes des opérateurs téléphoniques ne voyant celui-ci que sous l'angle commercial. **C'est dans cette optique que les élus communistes de Rezé « partagent avec le CESC, l'idée que c'est la volonté politique qui est le moteur du développement des entreprises innovantes ».**

Ouvrons-là

17 octobre 1961 : reconnaître enfin ce crime d'État



Le président François Hollande a déclaré mercredi que "la République reconnaît avec lucidité" la répression "sanglante" de la manifestation d'Algériens à Paris le 17 octobre

1961. C'est la première fois que ce massacre est reconnu comme tel par un chef de l'État français.

"Le 17 octobre 1961, des

Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression", a déclaré le Président de la République, selon un communiqué de l'Élysée. "La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes", a-t-il ajouté, à l'occasion du 51ème anniversaire de ces événements. Il y cinquante et un ans, l'État français commettait un crime abject en réprimant dans le sang une manifestation de travailleurs algériens contre le couvre-feu à leur égard et pour l'indépendance de leur pays. La police leur répondit ce 17 et les jours qui suivirent par des tabassages, des internements arbitraires dans des hangars de la région parisienne et des cadavres balancés dans la Seine. Après dix ans d'une droite revancharde qui a fait l'apologie du colonialisme, banalisé le racisme à travers un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, il est temps d'en finir avec ce climat nauséabond. Cela passe par une refonte des politiques d'immigration, d'une politique offensive face aux discriminations. La gauche doit enfin reconnaître ce crime abominable : le groupe Communiste et Républicain du Sénat a déposé une résolution portant reconnaissance de cet événement. Avec une majorité au Parlement, le gouvernement ne peut pas faire faux bond. Cet acte peut permettre de lancer un véritable processus de coopération mutuelle entre les deux rives de la Méditerranée.

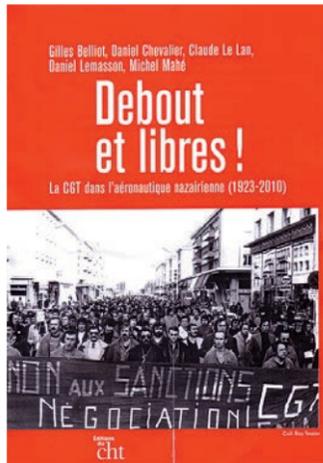
Les luttes de l'Aéro

Debout et libres !

C'est le titre d'un ouvrage rédigé par 5 anciens salariés de l'Aéro de St Nazaire et publié par le Centre d'Histoire du Travail. L'Aéronautique nazairienne fête ses 90 ans, à cette occasion les auteurs rappellent que l'intervention des salariés et de leurs organisations syndicales a été déterminante à chaque grand moment de son histoire. Elle a permis d'exprimer les exigences économiques, industrielles et sociales, et ainsi sortir de la tutelle américaine qui lui était promise au sortir de la 2ème guerre mondiale. Toutes ces luttes ont permis à l'entreprise de devenir un fleuron industriel de premier plan qui aujourd'hui porte le nom d'Airbus. Les salariés ont parfois payé un lourd tribut à leurs engagements. Ce fut le cas notamment en 1979, année de lutte où les salariés de l'Aéro avec leurs organisations syndicales CGT et CFDT se sont levés contre la politique industrielle et sociale de la direction. Le mouvement aura été massif. Le Patronat, en échec sort l'arsenal répressif. 7 salariés syndiqués CGT le paient très cher, ils sont accusés à tort, virés, tandis que d'autres subissent brimades et vexations : 45 mises à pied et de nombreuses convocations devant la justice. Après plusieurs années de procédures, la justice a condamné en 2009 la direction d'Airbus pour discrimination.

En écrivant cet ouvrage, les auteurs ont voulu témoigner et informer des combats menés à l'Aéro.

Le livre vient de paraître, vous pouvez le commander au Centre d'Histoire du Travail, Ateliers et chantiers de Nantes, 2 bis boulevard Léon Bureau, 44200 Nantes, 02 40 08 22 04.



36ème congrès

Le calendrier de préparation de notre 36ème congrès a été validé par le Conseil départemental réuni le 16 octobre.

La proposition de Base commune adoptée par le Conseil national le 14 octobre sera envoyée à tous les adhérent(e)s le 8 novembre avec le numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique.

Le 21 novembre, le Conseil national se prononcera sur la mise à jours des **statuts de notre parti**, il examinera aussi le ou les possibles textes alternatifs et fera le point sur le travail de la **commission des directions**.

Les 14 et 15 décembre, les communistes seront consultés sur le choix du texte qui sera notre base commune de discussion.

Pendant le mois de janvier se tiendront les **congrès de toutes les sections**.

Les 1, 2 et 3 février nous tiendront notre congrès départemental. Du 7 au 10 février se tiendra le congrès national.

Un 4 pages sur le congrès avec une interview de Pierre LAURENT sur l'ambition de notre congrès est parvenu par email aux adhérent(e)s, celle et ceux qui n'ont pas d'adresse email peuvent se le procurer sur papier auprès d'un responsable local du PCF ou auprès de la Fédération.

Vite lu...

L'ARAC (Association républicaine des anciens combattants) est signataire avec plusieurs autres organisations d'un appel concernant le 17 octobre 1961, qui restera dans les mémoires comme une date sombre et tachée de sang.

Cet **appel pour la vérité et la justice** demande à la République de reconnaître les responsabilités de la France envers le peuple algérien. Les organisations signataires veulent que les massacres commis par la police le 17 octobre 1961 soient reconnus comme un crime d'État, que la Fondation pour la Mémoire de la guerre d'Algérie soit redéfinie sur des bases totalement différentes. Les signataires souhaitent aussi que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'internement arbitraire d'algériens, l'abandon des Harkis... Enfin, ils estiment indispensable que l'accès aux archives soient effective et la recherche historique sur ces questions soit encouragée.

Nécrologie

Alexandrine MOYSAN n'est plus. Mère de notre camarade Henri et de Danièle Stervinou, « Didine » était une figure du château de Rezé depuis cinquante ans qu'elle y vivait. Militante communiste durant de longues années, à Nantes d'abord, dans le quartier des Ponts, entrée tôt dans la Résistance, elle avait été à la Libération, en août 1944, désignée par le Comité Départemental de Libération pour siéger au conseil municipal de Nantes, Clovis Constant étant maire. Elle gardait un souvenir précis de sa rencontre avec le général de Gaulle, cours Saint-Pierre en janvier 1945, lorsque celui-ci vint remettre à la ville la croix de compagnon de la Libération ; ou encore l'accueil au nom de la municipalité des déportés de retour des camps de la mort. « Didine » s'est éteinte à 92 ans. Elle laisse le souvenir d'une femme discrète et attachante.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdos Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



L'agenda

Mercredi 24 octobre : Réunion du comité local de St Nazaire à 18H au siège de la section.

Lundi 29 octobre : Assemblée générale de la section de Brière.

Mercredi 7 novembre : Assemblée générale de la section de Nantes à 18H30 à la fédération.